

**Avenant du 2 juillet 2024**

à l'accord du 17 décembre 2015

relatif à la création d'un régime de santé et de prévoyance  
dans la branche professionnelle de la radiodiffusion (IDCC 1922)

NOR : ASET2450771M

IDCC : 1480

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SIRTI ;**

**SNRL,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**CFDT ;**

**Solidaires ;**

**CGT-FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Depuis la conclusion de l'accord du 17 décembre 2015 relatif à la création du régime de santé et de prévoyance de branche et de son avenant en date du 27 novembre 2019, les partenaires sociaux se sont réunis dans le cadre d'un comité de suivi afin d'étudier les comptes de résultats du régime frais de santé et les possibilités d'évolution pour l'avenir.

Après avoir relevé les évolutions de l'environnement juridique de la complémentaire santé qui permettaient de bénéficier des avantages sociaux et fiscaux attachés à ces contrats et dans le cadre du pilotage paritaire du régime, il a été décidé de procéder à une augmentation tarifaire et ce pour garantir l'équité du régime frais de santé conventionnel.

Le présent avenant de branche a été soumis dans des conditions d'urgence aux organisations syndicales représentatives dans la branche professionnelle des journalistes (IDCC 1480) en raison de la décision du ministère du travail d'étendre l'avenant conclu le 14 février 2023 relatif à la création d'un régime de santé et de prévoyance de la branche de la radiodiffusion (IDCC 1922)

sous réserve qu'il ne s'applique pas aux salariés relevant du champ d'application de la convention collective des journalistes.

Le présent avenant est applicable aux salariés journalistes employés par des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la radiodiffusion (IDCC 1922), tel qu'elles ont été définies en son article 1.1 à date du présent accord.

## Article 1<sup>er</sup> | *Objet de l'avenant*

Le présent avenant modifie l'article 7 de l'accord relatif au régime complémentaire de frais de santé de la branche de la radiodiffusion.

L'article 7 intitulé « Cotisations frais de soins de santé » est désormais rédigé de la manière suivante :

« Pour les salariés relevant du régime général de la sécurité sociale et ceux du régime local d'Alsace-Moselle, les cotisations mensuelles sont augmentées de 8 %.

Cotisations mensuelles couverture santé		
Régime socle Cotisation « salarié » financée à 50 % par l'employeur et 50 % par le salarié. Cotisation « ayants droit » (conjoint et enfant) à la seule charge du salarié bénéficiaire. Cotisation retraité et mandataire bénévole à leur seule charge.		
Situation du bénéficiaire	Régime général	Régime Alsace-Moselle
Salarié	35,42 € (dont 17,71 € part employeur)	23,03 € (dont 11,51 € part employeur)
Conjoint	35,42 €	23,03 €
Enfant <sup>[1]</sup>	17,71 €	11,51 €
Retraité et mandataire bénévole/non salarié	53,14 €	34,54 €
[1] Les cotisations sont offertes pour le 3 <sup>e</sup> enfant et les suivants.		

## Article 2 | *Autres dispositions*

Les autres dispositions de l'accord du 17 décembre 2015 relatif à la création d'un régime de santé et de prévoyance demeurent inchangées.

## Article 3 | *Disposition pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Considérant que la branche professionnelle de la radiodiffusion comporte majoritairement des TPE et PME, les signataires conviennent ainsi que le contenu du présent avenant prend pleinement en compte les spécificités des entreprises de moins de 50 salariés visées aux articles L. 2232-10 et L. 2261-23-1 du code du travail.

## Article 4 | *Entrée en vigueur. Durée. Dépôt*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le premier jour du trimestre suivant son extension.

À compter de cette date, la rédaction de l'article 7 sera modifiée et substituée tel que prévu à l'article 2 ci-dessus.

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du

code du travail. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

En outre un exemplaire sera établi pour chaque partie.

*Fait à Paris, le 2 juillet 2024.*

(Suivent les signatures.)